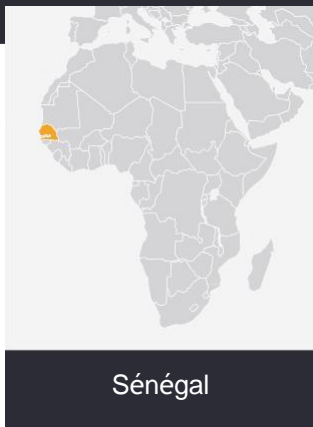


Données mises à jour le 30 avril 2020



Sénégal

## Contexte

La mise en œuvre de mesures sociales et de santé publique (MSSP) est une stratégie essentielle pour ralentir la transmission de la COVID-19 et limiter la charge qui pèse sur les systèmes de santé. L'application efficace des MSSP nécessite le soutien et l'adhésion du grand public, mais ces mesures peuvent faire peser une charge importante sur les personnes, en particulier lorsqu'il s'agit de mesures de restriction des déplacements ou lorsqu'elles entraînent la fermeture d'un certain nombre de services. Cette analyse de la situation au Sénégal, réalisée à partir des données accessibles au public et d'une enquête par téléphone réalisée récemment, a pour objectif de guider les efforts du Sénégal pour trouver un équilibre entre les MSSP prises pour atténuer les impacts de la COVID-19 et d'autres priorités, en prenant en compte notamment le degré d'acceptation de la population et les impacts sociaux.

## Mise en œuvre des mesures sociales et de santé publique en vigueur au Sénégal : Analyse de la situation

### L'essentiel à retenir<sup>1</sup>

Les mesures sociales et de santé publique doivent refléter les données disponibles sur le développement de l'épidémie et être mises en œuvre de façon à impliquer les communautés. Les communautés doivent être mobilisées pour aider à définir les stratégies d'adaptation des mesures au contexte local, de protection des moyens de subsistance et de mise en place d'aides appropriées pour compenser l'impact économique de ces mesures. Le gouvernement doit lutter contre la désinformation pour garantir l'adhésion de la population aux mesures de riposte contre la COVID-19.

- Bien que le nombre de nouveaux cas ait d'abord semblé stable au Sénégal, l'épidémie s'est développée de manière importante au cours des deux dernières semaines du mois d'avril. Le Sénégal a appliqué des MSSP trois semaines après le signalement du premier cas, un décalage dans le temps qui contribue probablement à l'augmentation de la transmission virale dans le pays. La mobilité de la population a diminué de 40 % lorsque les MSSP ont été mises en œuvre.
- Les Sénégalais sont très au fait de la crise de la COVID-19 et la grande majorité d'entre eux pense que cela va être un problème pour le pays, même si moins de la moitié d'entre eux se considèrent comme personnellement très à risque.
- La majorité des Sénégalais soutiennent la réponse du gouvernement et se fient aux informations données par le gouvernement sur la COVID-19. La plupart d'entre eux soutiennent un grand nombre de mesures sociales et de santé publique, y compris les mesures individuelles pour limiter la propagation du coronavirus, même si elles peuvent affecter leur mobilité et leurs moyens de subsistance.
- Plus des trois quarts des Sénégalais craignent de ne plus avoir de nourriture au bout d'une semaine s'ils devaient rester chez eux. Il faut noter que l'enquête a été réalisée avant que le gouvernement ne lance le programme d'aide sociale et économique le 3 avril dernier.
- Il y a eu particulièrement peu d'incidents de sécurité liés à la COVID-19.

#### QU'EST-CE QUE LE PERC ?

Le PERC (Partnership for Evidence-Based Response to COVID-19 - Partenariat pour une riposte à la COVID-19 basée sur des faits probants) est un partenariat public-privé qui soutient la mise en œuvre de mesures basées sur des faits probants pour réduire l'impact de la COVID-19 dans les pays membres de l'Union Africaine. Les organisations qui participent au PERC sont : les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) ; *Resolve to Save Lives*, une initiative de Vital Strategies ; l'Organisation Mondiale de la Santé ; la *Public Health Rapid Support Team* (Équipe de soutien rapide en santé publique) du Royaume-Uni ; et le Forum économique mondial. Ipsos et Novetta Mission Analytics fournissent au partenariat une expertise en étude de marché et une aide pour l'analyse des données.

<sup>1</sup> Cette analyse situationnelle se fonde sur des données issues de sources accessibles à la date de la publication et peut ne pas prendre en compte les développements récents ou des données provenant d'autres sources non référencées. Pour plus d'informations sur les sources des données, vous pouvez consulter la page suivante (en anglais) : <https://preventepidemics.org/coronavirus/perc/data>

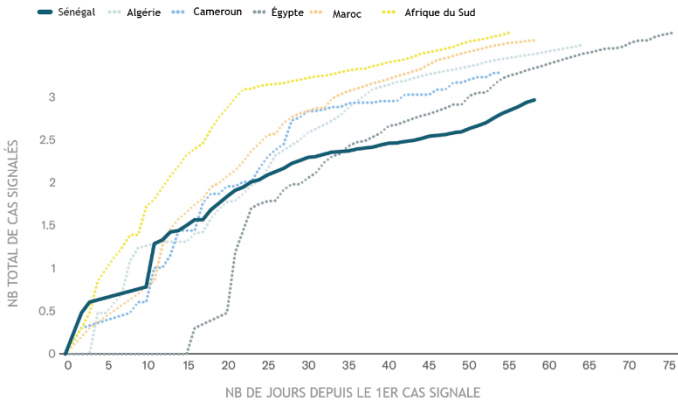
# La dynamique de la maladie

AU SÉNÉGAL, IL Y A EU UNE AUGMENTATION RAPIDE DU NOMBRE DE NOUVEAUX CAS AU COURS DES DEUX DERNIÈRES SEMAINES DU MOIS D'AVRIL.

Nb total de cas	Nb total de décès	Taux de létalité (%)	Nb total de jours pour doubler le nb de cas	Date du premier cas signalé
882	9	1,02	8	2 mars

**Le taux de croissance du nombre de cas au Sénégal a diminué par rapport à celui des États membres de l'Union Africaine qui ont le plus grand nombre de cas**

30 avril 2020



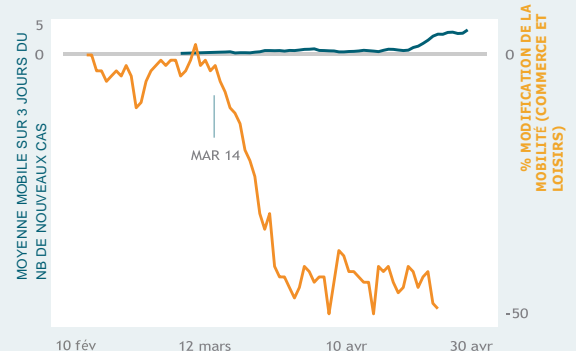
Par rapport aux cinq États membres de l'Union Africaine qui ont le plus grand nombre de cas (l'Algérie, le Cameroun, l'Égypte, la Maroc et l'Afrique du Sud), le nombre de cas au Sénégal a d'abord progressé à un rythme assez similaire. 25 jours après le début de l'épidémie (autour du 28 mars), la courbe a commencé à s'aplatir, mais a ensuite recommencé à monter au cours des deux dernières semaines du mois d'avril.

- Le nombre de nouveaux cas signalés par jour a augmenté de manière importante depuis le 19 avril.
- Depuis le 30 avril, le temps de doublement est de huit jours. Le temps de doublement est le nombre de jours nécessaires pour que le nombre de cas soit multiplié par deux pour atteindre le niveau actuel. Cet indicateur peut être utilisé pour évaluer le taux de transmission récent, un temps de doublement plus élevé indiquant une augmentation plus lente du nombre de cas. En général, un temps de doublement qui dépasse sept à dix jours et qui augmente au fil du temps indique un ralentissement de l'épidémie.
- Au Sénégal, 9 908 tests de la COVID-19 ont été réalisés jusqu'au 28 avril. Cela équivaut à 0,59 test pour 1000 personnes, pour 3,65 au Ghana et 1,94 en Tunisie. et cela augmente progressivement. L'élargissement des tests permettrait d'en savoir davantage sur l'épidémie et d'orienter la mise en œuvre des MSSP.

## La mise en œuvre des MSSP essentielles

LE GOUVERNEMENT SÉNÉGALAIS A APPLIQUÉ TRÈS TÔT DES RESTRICTIONS SUR LES DÉPLACEMENTS INTERNATIONAUX, QUI ONT ÉTÉ SUIVIES DE RESTRICTIONS SUR LES DÉPLACEMENTS INTERNES TROIS SEMAINES APRÈS LE PREMIER CAS SIGNALÉ.

Les déplacements de la population à l'échelle nationale ont diminué depuis la mi-mars après la mise en œuvre de restrictions portant sur les rassemblements et les fermetures d'école, et le niveau des déplacements reste inférieur d'environ 40 % au niveau de référence.



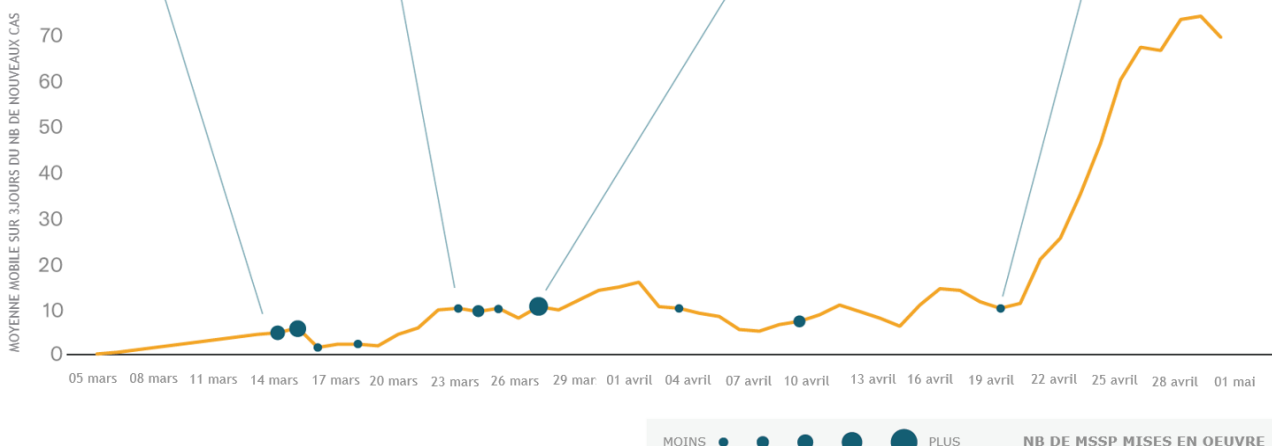
### Moyenne mobile sur 3 jours du nombre de nouveaux cas et date de mise en œuvre des MSSP

**14 mars :**  
Limitation des rassemblements ; fermeture des écoles ; fermeture partielle des frontières.

**23 mars :**  
Déclaration de l'état d'urgence ; réduction du temps de travail du gouvernement à 30 heures par semaine

**27 mars :**  
Restrictions du nombre de passagers à la moitié du nombre de sièges dans les transports ; interdiction des déplacements non nécessaires ; sanctions légales en cas de non-respect de ces deux mesures

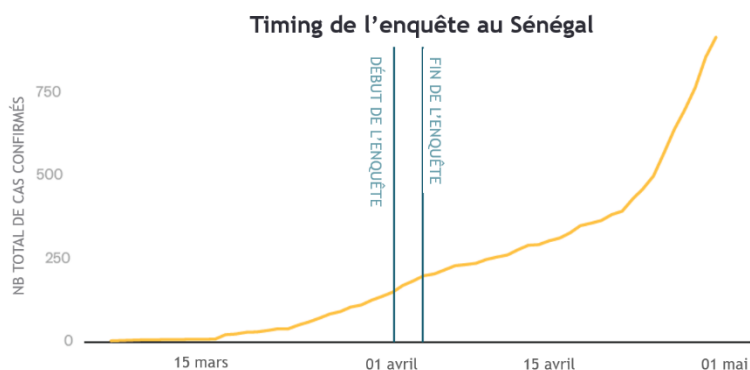
**19 avril :**  
Obligation de porter un masque dans les services publics et le secteur privé, dans les commerces et les transports



# Les réactions de la population à la COVID-19 et aux MSSP

## LES RÉSULTATS D'UN SONDAGE RÉCENT

Ipsos, une entreprise spécialisée dans les études de marché, a réalisé une enquête par téléphone auprès de 1039 adultes de Dakar entre le 1<sup>er</sup> avril et le 4 avril 2020. Au moment de l'enquête, le Sénégal comptait 175 à 207 cas confirmés de COVID-19.

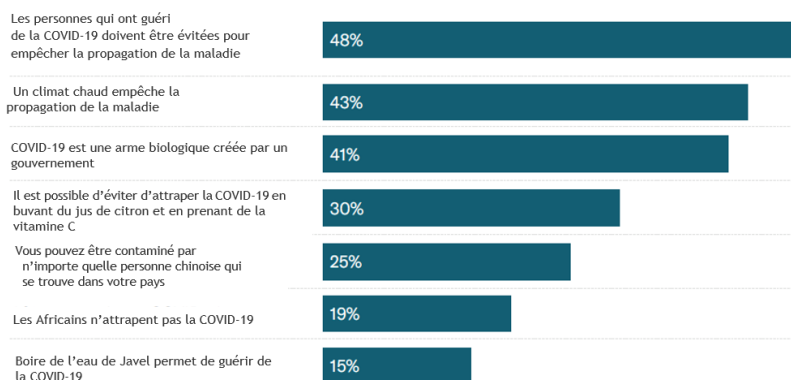


## Informations sur la COVID-19

La population urbaine sénégalaise est très au fait de l'épidémie de COVID-19 (100 %). Cependant, une proportion importante de personnes continuent de croire des informations fausses, notamment des informations qui pourraient leur donner la fausse impression d'être protégées (43 % des personnes interrogées pensent qu'un climat chaud empêche la propagation de la maladie et 19 % d'entre elles pensent que les Africains ne peuvent pas l'attraper) ou des informations qui peuvent favoriser la stigmatisation (48 % des personnes interrogées pensent que les personnes guéries doivent être évitées et 25 % que l'on peut être contaminé par n'importe quelle personne chinoise dans le pays). Une forte proportion des personnes interrogées (41 %) pense que la COVID-19 est une arme biologique créée par un gouvernement. Une grande partie d'entre elles se sent bien informée ; seuls 8 % des personnes interrogées ont dit qu'elles n'avaient pas assez d'informations sur la maladie.

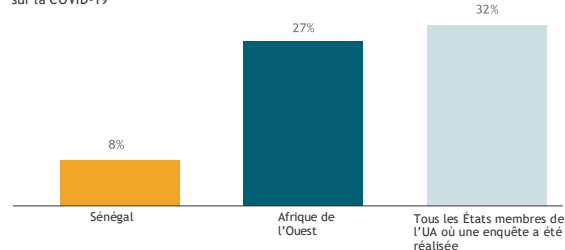
### Fausse information et rumeurs

Pourcentage de personnes qui pensent que chacune de ces affirmations fausses est tout à fait vraie ou probablement vraie.



### Demande d'informations

Pourcentage de personnes affirmant qu'elles n'ont actuellement pas assez d'informations sur la COVID-19



### Informations demandées

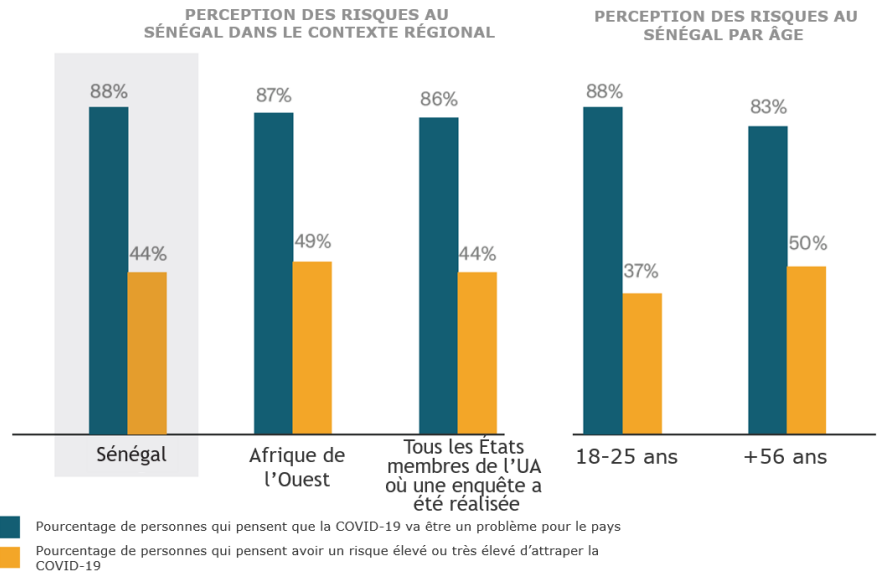
**20%** demandent des informations **sur la manière de se protéger et de protéger leurs familles**

**20%** demandent plus d'informations **sur la vitesse de propagation de la COVID-19 et le nombre de malades au Sénégal**

**15%** demandent plus d'informations **sur la manière dont on soigne la COVID-19 et sur l'existence ou non d'un traitement**

### Perception des risques

La plupart des Sénégalais interrogés pensent que le coronavirus va être un problème pour le Sénégal (88 %), même si moins de la moitié d'entre eux considère que le virus représente un risque important pour eux-mêmes (44 %).



## Le soutien au gouvernement et en faveur des MSSP

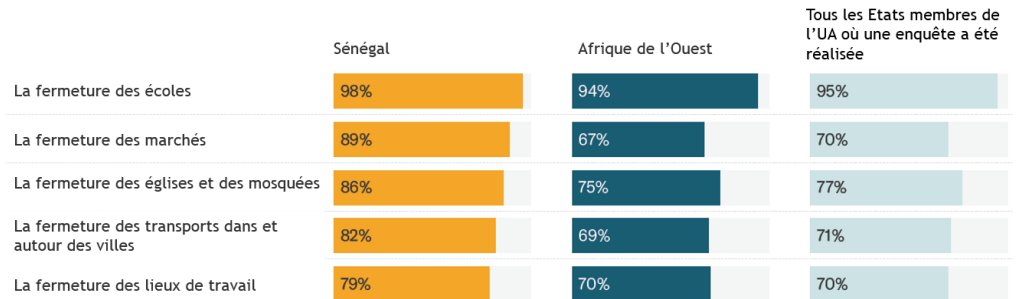
Une grande majorité des Sénégalais interrogés sont satisfaits de la réponse du gouvernement jusqu'ici (89 %), et se fient aux informations fournies par le gouvernement sur la COVID-19 (85 %).

Ils font davantage confiance aux médecins qu'à la Présidence et aux leaders politiques pour les informations qui concernent la santé. Les personnes interrogées disent être très confiantes quant à la possibilité d'obtenir l'aide dont elles auraient besoin si elles tombaient malades (81 %).

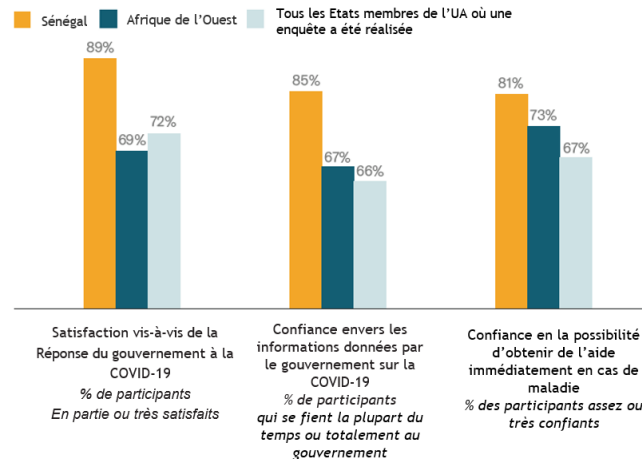
Par rapport à la population d'autres États membres de l'UA où l'enquête a été réalisée, les personnes interrogées ont exprimé un très large soutien en faveur des MSSP, avec par exemple, 98 % de personnes qui soutiennent la décision de fermer les écoles. Le soutien exprimé en faveur de la fermeture des transports dans les villes et de la fermeture des lieux de travail était légèrement inférieur, mais toujours élevé (82 % et 79 %, respectivement).

## Soutien en faveur des MSSP

Pourcentage des personnes interrogées qui soutiennent en partie ou totalement :



## Perceptions du gouvernement et du système de santé



## Confiance envers les sources d'informations

Pourcentage de personnes qui se fient la plupart du temps ou totalement aux sources d'informations suivantes :



## Les obstacles au soutien de la population

Il peut être difficile pour les familles de respecter certaines mesures, car près de la moitié des personnes interrogées manqueraient de nourriture et d'argent au bout d'une semaine, et seuls 44 % des familles disposent d'une pièce séparée dans leur logement pour isoler les malades.

# 44%

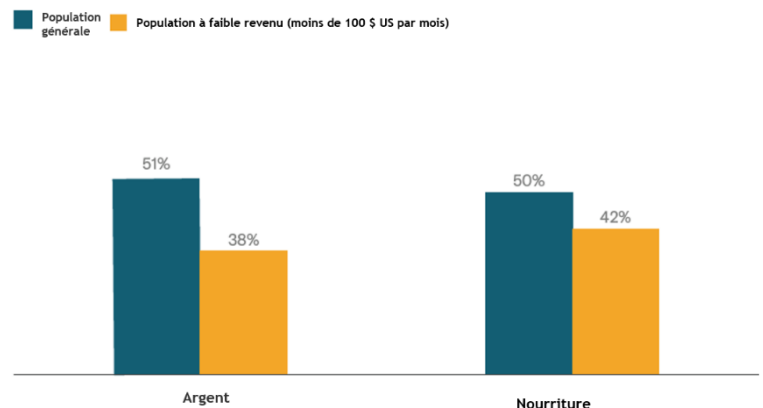
des personnes interrogées disposent dans leur logement d'une pièce séparée pour isoler quelqu'un qui aurait la COVID-19.

# 44%

des personnes interrogées issues de familles gagnant moins de 100 \$ US disposent d'une pièce séparée pour isoler quelqu'un qui aurait la COVID-19.

## Ressources en nourriture et en argent

Pourcentage de personnes qui s'attendent à en manquer au bout d'une semaine ou moins



## Les mesures d'aide économique

L'économie du Sénégal est très dépendante des exportations et risque d'être très affectée par la baisse des prix du pétrole et la diminution des activités touristiques et des transferts de fonds. Le gouvernement a annoncé un plan d'aide pour atténuer l'impact économique et créé un fonds de solidarité national de 1000 milliards de FCFA (1,65 milliard \$ US, soit 7 % du PIB), financé par des bailleurs de fonds, des dons privés et le gouvernement.

- **La santé** : Le gouvernement a alloué 71 milliards de FCFA (120 millions \$ US) au financement des dépenses de santé supplémentaires, et notamment au renforcement des tests et des traitements, à la prévention et à la communication sur la santé.
- **La sécurité alimentaire** : Le gouvernement va acheter et distribuer des denrées alimentaires de base à 1 million de familles pauvres.
- **L'aide sociale** : Le gouvernement va subventionner l'accès à l'eau et à l'électricité pour 1 million de familles pauvres pendant deux mois.

## Aperçu des incidents de sécurité liés à la COVID-19

Une augmentation des troubles sociaux ou de l'insécurité, que ce soit des manifestations pacifiques ou des émeutes et des violences commises par ou contre des civils, peut avoir des conséquences sur l'adhésion de la population aux MSSP, et constitue un indicateur de la charge que ces mesures font peser sur la population. Au Sénégal, il y a eu très peu de changements concernant la sécurité publique du fait de la COVID-19, avec seulement deux incidents recensés liés à l'application des mesures d'atténuation.

VOUS TROUVEREZ PLUS D'INFORMATIONS SUR LES SOURCES DES DONNÉES DISPONIBLES À L'ADRESSE SUIVANTE :  
[HTTPS://PREVENTEPIDEMICS.ORG/CORONAVIRUS/PERC/DATA](https://preventepidemics.org/coronavirus/perc/data)

